Ukraine : un an après l'invasion

lundi 20 février 2023, par [LEPLAT Fred](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2023).

Le vendredi 24 février 2023 marquera un an depuis que l'armée russe a envahi l'Ukraine sur ordre de Poutine et de son régime. Une année de souffrances indescriptibles et de bain de sang pour le peuple ukrainien. Des dizaines de milliers d'Ukrainiens sont morts, et des millions de civils sont réfugiés à l'étranger ou déplacés à l'intérieur du pays. D'innombrables crimes de guerre ont été commis par les troupes russes. La mort et la destruction infligées à l'Ukraine relèvent de la définition de génocide de l'ONU.

L'invasion du 24 février 2022 était totalement injustifiée. La Russie ne risquait pas d'être envahie par l'Ukraine, et il n'y avait pas de menace imminente pour la sécurité de la part de l'OTAN. Le but de l'invasion était de faire de l'Ukraine un satellite loyal de Moscou et de s'emparer des ressources minérales et agricoles de l'Ukraine. Il s'agit d'une aventure impérialiste, qui n'est pas différente de celles menées par l'impérialisme occidental, comme les guerres coloniales du 19^e siècle. Poutine veut que l'Ukraine redevienne une colonie, comme elle l'était sous les Tsars. Poutine a justifié la guerre en affirmant que le pays devait être « dénazifié » et que les Ukrainiens ne constituaient de toute façon pas un peuple distinct avec sa propre langue et sa propre histoire.

Le peuple ukrainien a refusé à juste titre d'être une victime passive de cette guerre d'agression et résiste activement et massivement à l'invasion. Il s'agit pour lui d'une guerre de libération nationale et d'indépendance. Il s'agit d'une résistance tout à fait légitime, que les internationalistes et les révolutionnaires doivent soutenir inconditionnellement. Le soutien à leur résistance militaire contre l'invasion, comme à d'autres guerres similaires menées par l'impérialisme, est indépendant de la nature du gouvernement ukrainien. Bien que le gouvernement Zelenski soit bourgeois et néolibéral, il n'est pas un régime nationaliste d'extrême droite ou même néofasciste comme celui de la Russie. Cependant, nous devons être critiques à l'égard du gouvernement Zelenski, qui a embrassé le néolibéralisme, s'attaque aux droits des travailleurs et cherche à rejoindre l'Union européenne et l'OTAN. Nous devons soutenir la gauche et le mouvement ouvrier ukrainiens dans leur opposition aux réformes néolibérales de Zelenski, et nous devons les rejoindre dans les discussions sur la reconstruction d'après-guerre basée sur la justice sociale, climatique et économique, et nous devons demander à nos gouvernements d'annuler, et pas seulement de reporter, la dette de l'Ukraine.

Le soutien à leur résistance militaire contre l'invasion, comme pour d'autres guerres similaires de l'impérialisme, est indépendant du caractère du gouvernement ukrainien. Si le gouvernement Zelenski est bourgeois et néolibéral, il n'est pas un régime nationaliste d'extrême droite ni même un régime néo-fasciste comme celui de la Russie.

Toute personne internationaliste et anticapitaliste devrait être solidaire de la résistance (armée et autre) du peuple ukrainien contre l'invasion et la destruction de son pays. Cela signifie soutenir le droit de l'Ukraine à obtenir tout l'équipement militaire nécessaire, de partout où cela est possible, y compris de l'OTAN, pour libérer son pays. La fourniture d'armes doit être sans conditions ni illusions de la part de l'OTAN et de l'Occident, car la fourniture d'armes peut être utilisée pour contrôler l'étendue et la durée de la guerre et pour forcer l'Ukraine à accepter un accord de paix inacceptable. Les impérialismes russe et occidental ne doivent pas décider de l'avenir de l'Ukraine

pour son peuple.

L'OTAN et l'impérialisme occidental soutiennent l'Ukraine pour leurs propres intérêts géopolitiques. Il ne faut donc pas s'imaginer que l'OTAN et l'impérialisme occidental sont des forces en faveur de la démocratie. Ils soutiennent des pays tels qu'Israël et l'Arabie saoudite qui ne sont pas démocratiques et qui font la guerre à leurs voisins plus faibles. Comme la plupart des guerres, celle de l'Ukraine a plusieurs personnages. Si le caractère principal est celui de la libération nationale, il y a aussi, indirectement, une guerre par procuration entre les impérialismes occidental et russe. L'impérialisme occidental est régulièrement intervenu dans les luttes pour l'indépendance et la libération nationale pour subvertir et limiter les objectifs de la lutte populaire. Cela ne doit en aucun cas empêcher les internationalistes de soutenir le peuple ukrainien dans sa résistance contre l'occupation, la destruction et l'annexion de son pays. Cela signifie apporter une solidarité politique et matérielle, en particulier aux organisations de forces de gauche, féministes et syndicales en Ukraine.

Le peuple ukrainien n'a pas commencé la guerre, et il n'a pas d'autre choix que de se battre militairement contre l'assaut de l'armée russe. Ils veulent désespérément la paix pour mettre fin à la destruction et aux morts. L'Ukraine a mis en avant un plan de paix en dix points en décembre, qui prévoit la libération de tous les prisonniers et déportés, la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le retrait des troupes russes et la cessation des hostilités. Mais la réponse de Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères de Poutine, a été un ultimatum menaçant : « Nos propositions concernant la démilitarisation et la dénazification des territoires contrôlés par le régime, l'élimination des menaces pour la sécurité de la Russie émanant de ces territoires, y compris nos nouvelles terres, sont bien connues de l'ennemi... Le point est simple : remplissez-les pour votre propre bien. Sinon, la question sera tranchée par l'armée russe. » Les intentions de la Russie restent claires : poursuivre la guerre pour annexer l'ensemble de l'Ukraine.

Si toutes les guerres se terminent par un règlement négocié, il est illusoire de croire qu'un cessez-le-feu maintenant serait respecté par Poutine, qu'il retirerait ses troupes sur les positions du 23 février 2022 et qu'il accepterait de respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Tant que le peuple ukrainien veut et peut se battre pour la libération de son pays et qu'il est satisfait d'un accord de paix, il doit être soutenu. Appeler aujourd'hui simplement à des pourparlers de paix sans appeler également à un retrait immédiat des troupes russes revient à demander aux Ukrainiens d'accepter l'annexion d'une partie ou de la totalité de leur pays. Il enlève aux Ukrainiens tout rôle qu'ils devraient avoir dans la crise dont ils sont au centre et ne soutient pas leur droit à déterminer l'avenir de leur pays.

La situation est, bien sûr, très dangereuse pour la paix mondiale. La guerre par procuration risque de dégénérer en un affrontement direct entre les impérialismes occidental et russe. L'OTAN a utilisé l'invasion russe pour se donner un nouvel objectif. Après l'échec de la guerre de 20 ans contre le terrorisme islamiste, elle se présente maintenant comme un défenseur de la démocratie libérale et des petites nations. L'OTAN a saisi l'occasion d'accepter de nouveaux membres et d'obtenir des augmentations massives des budgets militaires des pays membres. Mais l'OTAN n'est pas une force pour la démocratie. C'est l'aile militaire de l'impérialisme occidental, qui agit ou du moins menace d'agir lorsque son aile économique (par exemple, le FMI, la Banque mondiale et la Banque centrale européenne) ne peut pas défendre ses intérêts géopolitiques lorsque des puissances impérialistes rivales menacent sa position de bloc de pouvoir mondial dominant. Lorsque les internationalistes soutiennent le droit des Ukrainiens à résister militairement à l'invasion russe et à obtenir des armes des pays de l'OTAN, ils ne cautionnent pas l'OTAN. Dans le passé, de nombreux mouvements de libération nationale ont fait appel aux pays impérialistes pour obtenir des armes sans être condamnés par les socialistes : Les nationalistes irlandais en 1917, la république espagnole en 1936, la résistance communiste pendant la Seconde Guerre mondiale, pour n'en citer que quelques-uns.

Le cynisme de l'impérialisme occidental dans sa prétention à soutenir la résistance contre l'invasion injuste d'un petit pays peut être jugé par son enthousiasme pour un tribunal des crimes de guerre. Il est évident que les troupes russes ont commis des crimes de guerre, voire un génocide. Un tribunal des crimes de guerre devrait être mis en place. Mais l'impérialisme occidental a également commis des crimes de guerre lorsque l'OTAN a envahi l'Afghanistan en 2001, en le justifiant comme nécessaire pour lutter contre le terrorisme et dans le cadre d'un « choc des civilisations ». Il a également commis des crimes de guerre lorsque Blair et Bush ont envahi illégalement l'Irak en 2003 au motif fallacieux qu'il y avait des armes de destruction massive qui représentaient une menace imminente. Pourtant, Blair et Bush ont échappé à la justice.

Un an après cette invasion brutale et non provoquée, une semaine d'action mondiale est organisée contre l'agression russe et en solidarité avec l'Ukraine. Les socialistes et les internationalistes doivent montrer qu'ils soutiennent le droit de l'Ukraine à se défendre contre l'invasion russe. Si nous ne sommes pas perçus comme étant du côté du peuple ukrainien, alors les seules voix qu'ils entendront seront celles des impérialistes occidentaux, et non celles des socialistes et des internationalistes. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.

Solidarité avec le peuple d'Ukraine !

Les troupes russes dehors !

Fred Leplat

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Anti-Capitalist Resistance

<https://anticapitalistresistance.org/the-invasion-of-ukraine-one-year-on/>